

## ENSEIGNEMENT

# Un préfet écarté après les fuites

Le préfet ff de l'athénée Alfred Verwee, de Schaerbeek, a été sanctionné par la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet suite aux fuites des questionnaires des épreuves certificatives en juin dernier, a indiqué hier la direction de l'école, confirmant une information de la RTBF.

Jean-Philippe Molle, qui conteste toute divulgation des questions, a appris la nouvelle vendredi par recommandé. Il sera rétrogradé dans quinze jours au rang de proviseur de ce même établissement relevant du réseau de la Communauté. Un nouveau préfet devrait être désigné sous peu par la ministre.

L'intéressé dit ne pas comprendre la sanction, la mission d'enquête effectuée par les services de l'inspection de l'enseignement ayant, selon lui, démontré qu'il n'avait pas eu de fuites des questionnaires au départ de l'athénée Verwee.

*«Ce que l'on reproche à M. Molle, c'est d'avoir brisé les cellophanes contenant les questionnaires la veille des examens... C'est tout à fait disproportionné comme sanction, alors qu'il n'y a*

*pas eu fuite»*, fait-on valoir dans l'entourage du préfet sanctionné.

De source officielle, on précise toutefois que c'est cette même mission qui a demandé que l'intéressé soit privé de ses fonctions supérieures en raison d'éléments *«assez significatifs»*.

En guise de soutien envers son préfet sanctionné, le personnel enseignant de l'athé-

née, qui accueille au total quelque 1 500 élèves, a observé lundi matin un arrêt de travail d'un peu moins d'une heure.

*«Prendre pareille mesure en pleine rentrée scolaire, c'est vraiment ne pas connaître le fonctionnement d'une école...»*, s'indigne-t-on au sein de l'athénée.

D'autres actions pourraient d'ailleurs suivre dans les jours à venir, même si l'on indiquait au sein de l'établissement *«ne pas vouloir prendre les élèves en otage»*.

L'équipe éducative entend également écrire à la ministre pour exprimer son incompréhension.

Jean-Philippe Molle exerçait les fonctions de préfet ff de l'athénée Verwee depuis 2012.

Celui-ci devait se présenter le 28 septembre prochain devant une commission des sanctions au sein du ministère de l'enseignement. La sanction qui lui a été signifiée vendredi par la ministre l'a dès lors d'autant plus surpris, dit-on dans son entourage.

Celui-ci n'a pas encore décidé s'il allait déposer un recours envers cette sanction administrative. ■